Plan canicule de l'Éducation nationale : Les organisations syndicales dénoncent l'absence de moyens et d'engagements politiques

lundi 14 septembre 2026, par CGT

L'intersyndicale de l'éducation a quitté ce jour la réunion de la Formation spécialisée en santé et sécurité au travail ministérielle sur le plan vague de chaleur, qui s'est tenue en absence du ministre et sans aucun engagement politique pour protéger la santé des personnels et des élèves.

Nos organisations syndicales, à tous les niveaux, avec l'ensemble des personnels et de nombreux parents, ont constaté l'inefficacité du plan canicule ministériel. Les agent·es du service public se sont retrouvé·es, seul·es à bricoler, pour aménager leurs espaces de travail d'accueil des élèves. En cette semaine de rentrée, plusieurs départements sont de nouveau en vigilance orange. Les fortes chaleurs ne se limitent plus à la fin d'année scolaire.

L'intersyndicale de l'éducation demande que le plan canicule soit revu dans ses principes de fonctionnement pour intégrer un cadrage national réglementaire destiné à protéger l'ensemble des personnels et des élèves. Des mesures d'adaptations de poste et d'adaptations horaires, de suspensions de cours ou de passage en service minimum doivent être appliquées en fonction des niveaux de vigilance de Météo France. Les demandes des équipes dans les écoles, établissements et services doivent être prises en compte.

A l'opposé de tous les besoins remontés par les personnels et nos organisations, le gouvernement a coupé de 40 millions d'euros le budget annoncé pour le diagnostic et l'équipement des bâtiments scolaires, qui en comptait pourtant 50 millions en juillet. Pour nos organisations, c'est inacceptable. Nous n'acceptons pas que les services publics essentiels tiennent uniquement sur l'engagement des agent·es, qui pallient les carences et l'absence de moyens déployés par l'État.

Nous rappelons que, selon plusieurs rapports, adapter le bâti scolaire au changement climatique nécessiterait un investissement de l'ordre de 5 milliards d'euros par an pendant dix ans. Nous exigeons un financement de la rénovation et de l'adaptation du bâti scolaire à la hauteur de l'urgence.

Communiqué de presse

Plan canicule de l'Éducation nationale : Les organisations syndicales dénoncent l'absence de moyens et d'engagements politiques

L'intersyndicale de l'éducation a quitté ce jour la réunion de la Formation spécialisée en santé et sécurité au travail ministérielle sur le plan vague de chaleur, qui s'est tenue en absence du ministre et sans aucun engagement politique pour protéger la santé des personnels et des élèves.

Nos organisations syndicales, à tous les niveaux, avec l'ensemble des personnels et de nombreux parents, ont constaté l'inefficacité du plan canicule ministériel. Les agent·es du service public se sont retrouvé·es, seul·es à bricoler, pour aménager leurs espaces de travail d'accueil des élèves. En cette semaine de rentrée, plusieurs départements sont de nouveau en vigilance orange. Les fortes chaleurs ne se limitent plus à la fin d'année scolaire.

L'intersyndicale de l'éducation demande que le plan canicule soit revu dans ses principes de fonctionnement pour intégrer un cadrage national réglementaire destiné à protéger l'ensemble des personnels et des élèves. Des mesures d'adaptations de poste et d'adaptations horaires, de suspensions de cours ou de passage en service minimum doivent être appliquées en fonction des niveaux de vigilance de Météo France. Les demandes des équipes dans les écoles, établissements et services doivent être prises en compte.

A l'opposé de tous les besoins remontés par les personnels et nos organisations, le gouvernement a coupé de 40 millions d'euros le budget annoncé pour le diagnostic et l'équipement des bâtiments scolaires, qui en comptait pourtant 50 millions en juillet. Pour nos organisations, c'est inacceptable. Nous n'acceptons pas que les services publics essentiels tiennent uniquement sur l'engagement des agent·es, qui pallient les carences et l'absence de moyens déployés par l'État.

Nous rappelons que, selon plusieurs rapports, adapter le bâti scolaire au changement climatique nécessiterait un investissement de l'ordre de 5 milliards d'euros par an pendant dix ans. Nous exigeons un financement de la rénovation et de l'adaptation du bâti scolaire à la hauteur de l'urgence.